



PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 25 AOUT 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Véronique VOLAY
☎ : 04 72 61 67.90
✉ : veronique.volay@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 actualisant les prescriptions techniques imposées à la société IMERYS TC pour l'exploitation de son établissement de QUINCIEUX, situé Zone industrielle - Route de Chasselay ;

VU le rapport, en date du 30 juin 2009, de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite d'inspection approfondie, réalisée sur les lieux le 16 juin 2009, a permis à l'inspecteur des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- en matière d'eau (5.8.2) :

* l'aire de chargement/déchargement de véhicules citerne ne dispose pas d'une rétention de volume adéquat, ce volume devant être égal à celui qui serait perdu durant une fuite d'une minute survenant après rupture du flexible d'alimentation,

- en ce qui concerne la gestion globale, le stockage et le tri des déchets (6.2, 6.3 et 6.4), sur plusieurs endroits du site :

* mauvais tri de déchets tel que mélange de polystyrène et de carton dans les poubelles cartons,

... / ...

- * absence de certaines poubelles en-dessous d'affichage,
 - * non-réalisation de la séparation entre stockage de batterie et stockage de piles,
 - * absence de tri de déchets dans les ateliers mécanique et machine-outil,
 - * présence des bennes à déchets dont certaines de déchets dangereux, comme des néons, à proximité immédiate de l'aire de distribution de gazole,
 - * « décharge sauvage » à l'intérieur de l'usine constituée par les rebuts de démonstration des commerciaux (cartons et produits en mélange),
 - * en général, pas de propreté dans les lieux de stockage des poubelles déchets ou décharge sauvage avec présence de poussière, épandage d'hydrocarbures recouverts de diatomée absorbante,
- dans le domaine de la sécurité (7.1.2 - 1^{er} à 4^{ème} alinéa et 6^{ème}/7^{ème} alinéas), 7.1.6, 7.2.4, 7.2.6) :
- * aucun plan des zones à risque incendie, aucune signalisation des lieux de stockage de palettes neuves comme affichage de consignes et pictogramme d'interdiction de fumée et de flamme,
 - * aucune mise en œuvre de travaux à mener pour assurer la sécurité des zones à risque d'explosion tels que signalisation, vérification des installations électriques, etc, préconisés dans l'étude ATEX,
 - * absence d'alarme incendie sonore et lumineuse,
 - * absence d'étude de foudre nécessaire pour le stockage de palettes neuves,
 - * aucune consigne de sécurité d'ensemble à disposition des opérateurs sur l'unité QUI 32 contenant les dispositions mentionnées aux 4 tirets de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006, en particulier la mention de la vanne générale de coupure de gaz,
 - * nécessité de faire inspecter les tuyauteries de gaz en mauvais état, visant à vérifier l'intégrité de leur épaisseur, par un organisme compétent,
- pour la sécurité relative aux fours et séchoirs (8.6 - 1^{er} alinéa, 2^{ème}/3^{ème} alinéas, 5^{ème} alinéa et 9) :
- * aucune vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz,
 - * présence de traces de rouille sur tout le cheminement de la canalisation de distribution de gaz en aval de la première vanne de sectionnement dans l'atelier de démonstration, avec aucune protection contre la corrosion,
 - * situation de la vanne de coupure générale dans un local exigu et encombré, sans signalisation claire ni indication de sens de manœuvre,
 - * pas de test périodiques pour la chaîne de coupure automatique des vannes,

CONSIDERANT, donc, que la société IMERYS TC ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations, l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 ;

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et des inconvénients pour l'environnement, notamment dans les domaines concernant la prévention de la pollution accidentelle et chronique des eaux et du risque incendie/explosion ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il respecte strictement les dispositions prévues aux articles 5.8.2, 7.1.2 - 1^{er} à 4^{ème} alinéa et 6^{ème}/7^{ème} alinéas, 7.1.6, 7.2.4, 7.2.6, 8.6 - 1^{er} alinéa, 2^{ème}/3^{ème} alinéas, 5^{ème} alinéa et 9 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société IMERYS TC sise Zone Industrielle - Route de Chasselay à QUINCIEUX, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.8.2, 7.1.2 - 1^{er} à 4^{ème} alinéa et 6^{ème}/7^{ème} alinéas, 7.1.6, 7.2.4, 7.2.6, 8.6 - 1^{er} alinéa, 2^{ème}/3^{ème} alinéas, 5^{ème} alinéa et 9 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 susvisé.

A cet effet, elle devra :

*** avant le 31 août 2009 :**

- prévoir un repérage clair de la vanne générale de coupure gaz, comportant une indication du sens de la manœuvre, celle-ci devant être située dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances.

*** avant le 30 septembre 2009 :**

- faire procéder à une vérification périodique des canalisations de gaz par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

*** avant le 31 octobre 2009 :**

- mettre en place une rétention de volume adéquat de la zone de dépotage et de distribution de gazole.

- tenir à jour un plan des zones à risque incendie, dites zones de sécurité, les signaler par des affiches - pictogrammes, en indiquant à l'entrée la nature du risque et les consignes à observer.

- tenir à jour et afficher les consignes de sécurité d'ensemble telles que feu, fuite de gaz, mise en sécurité générale des installations, mentionnant les moyens mis à la disposition des opérateurs sur l'unité QUI 32.

- faire tester périodiquement toute la chaîne de coupure des vannes automatiques des unités de fonctionnement (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz).

* avant le 31 janvier 2010 :

- prendre toutes les mesures nécessaires, dans la conception et l'exploitation des installations, pour assurer une bonne gestion du stockage et du tri des déchets issus de l'activité, selon les meilleures techniques à un coût économiquement acceptable.

- réaliser les travaux pour assurer la sécurité des zones à risque d'explosion (signalisation, vérification des installations électriques...) tels que préconisés dans l'étude ATEX.

- mettre en place un réseau de détection incendie disposant d'une alarme sonore et lumineuse.

* avant le 30 avril 2010 :

- effectuer une étude foudre du site, portant notamment sur le stockage de palettes neuves.

- remettre en état les canalisations de gaz rouillées en prévoyant une protection contre les agressions extérieures telles que corrosion, choc, température excessive.

- faire procéder à une inspection de l'étanchéité des canalisations de gaz, réalisée sous la pression normale de service, en vue de la garantie d'une parfaite intégrité de la tuyauterie.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de QUINCIEUX,
- à l'exploitant.

Lyon, le 22 mai 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
René BIDAL